

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°18-2022-09-008

PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2022

Sommaire

Direction Départementale des Territoires 18 / SER

18-2022-09-14-00003 - Arrêté n°DDT-2022-332 constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher (38 pages) Page 3

Préfecture du Cher / Direction de la Citoyenneté

18-2022-09-15-00004 - Arrêté n° 2022-1142 du 15 septembre 2022 autorisant la société TYR SÉCURITÉ à assurer des missions de surveillance sur la voie publique du 16 au 17 septembre 2022 à La Chapelle Montlinard (2 pages) Page 42

Préfecture du Cher / Service de Coordination des Politiques Publiques

18-2022-09-15-00003 - Arrêté n°2022-1144 du 15 septembre 2022 relatif à la composition de la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers (3 pages) Page 45

18-2022-09-14-00002 - Arrêté du 13 septembre portant subdélégation de signature à M. SALAÜN, DRFIP du Centre-Val de Loire et du département du Loiret intérimaire (2 pages) Page 49

Direction Départementale des Territoires 18

18-2022-09-14-00003

Arrêté n°DDT-2022-332 constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher

Arrêté N°DDT-2022-332

Constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher

Le Préfet du Cher
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L 211-1 à L 211-3, L 215-1 à L 215-13 concernant les cours d'eau non domaniaux, les articles L 432-3, L 432-5 et L 432-8 relatifs à la protection de la nature, les articles R 211-1 à R 211-9, R. 211-66 à R 211-70 relatifs à la limitation et à la suspension des usages de l'eau et les articles R 214-1 à R 214-60 portant application des articles L 214-1 à L 214-6 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne adopté par le comité de bassin le 3 mars 2022 et approuvé par la préfète coordinatrice de bassin le 18 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-0360 du 11 avril 2022 définissant le cadre des mesures coordonnées de restriction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau destinées à faire face à une menace de sécheresse dans le département du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-01041 du 25 août 2022 accordant délégation de signature à Eric DALUZ, directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté n°22.016 du 28 janvier 2022 d'orientations pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de restriction ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Loire-Bretagne, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté n°2022-0654 du 10 juin 2022 délivrant homologation du plan annuel de répartition 2022 des prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole dans les bassins versants Yèvre-Auron dans la limite du département du Cher ;

Vu l'arrêté n°2022-0796 d'autorisation temporaire de prélèvement d'eau dans les cours d'eau ou leur nappe d'accompagnement pour la campagne d'irrigation 2022 sur les bassins versants des Saudres et de la Loire dans le département du Cher ;

Vu l'arrêté n°DDT-2022-186 constatant le franchissement des seuils piézométriques sur la nappe du Jurassique supérieur et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher ;

Vu l'arrêté n°DDT-2022-297 constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher ;

Vu les conclusions présentées le 13 septembre 2022 lors de la réunion préparatoire du CGRNVES du 14 septembre 2022 ;

Vu les mesures de débit des cours d'eau relevées le 12 septembre 2022 ;

Considérant que le débit de la Loire à Gien est supérieur à son seuil d'alerte renforcée depuis le 18 août 2022 ;

Considérant que le débit de l'Yèvre à Savigny-en-Septaine est égal à son seuil de crise depuis le 9 septembre 2022 ;

Considérant que le débit de l'Auron à Bourges est supérieur à son seuil d'alerte renforcée depuis le 1^{er} septembre 2022 ;

Considérant que le débit de l'Yèvre à Saint-Doulchard est supérieur à son seuil d'alerte depuis le 1^{er} septembre 2022 ;

Considérant que le débit de la Grande Sauldre à Brinon-sur-Sauldre est supérieur à son seuil d'alerte renforcée depuis le 31 août 2022 ;

Considérant que le débit de la Petite Sauldre à Ménétréol-sur-Sauldre est supérieur à son seuil d'alerte renforcée depuis le 2 septembre 2022 ;

Considérant que les bassins de la Théols et de l'Arnon amont appartiennent à la zone nodale contrôlée par la station de Méreau sur l'Arnon aval ;

Considérant qu'une connaissance quotidienne des débits des principaux cours d'eau et de leurs affluents est rendue possible via les stations hydrométriques gérées par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Centre-Val de Loire et qu'elles permettent d'appréhender l'état de la situation hydrologique ;

Considérant la tendance hydrologique en cours sur l'ensemble des bassins du département;

Considérant la nécessaire solidarité entre les usagers de l'eau, conformément à la Directive Cadre sur l'Eau,

Considérant que dans ces conditions, il convient de mettre en œuvre des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau pour préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRÊTE :

Article 1^{er} – ABROGATION

L'arrêté N°DDT-2022-297 du 26 août 2022 constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher est abrogé.

Article 2 – BASSINS VERSANTS EN SITUATION DE VIGILANCE

Les bassins versants autres que ceux cités à l'article 3 du présent arrêté sont placés en situation de vigilance.

Ce niveau de gestion d'anticipation n'entraîne pas de limitation des usages de l'eau mais doit inciter les usagers à réaliser des économies d'eau, dans l'objectif de retarder les franchissements à la baisse des débits seuils d'alerte des cours d'eau du département.

Il est demandé à l'ensemble des consommateurs d'eau, qu'elle provienne d'un point de prélèvement privé ou d'un réseau public de distribution, de faire preuve de responsabilité dans l'utilisation de la ressource en eau. Les services de l'État et les collectivités mettent en place une communication renforcée à destination de tous les usagers, visant à sensibiliser aux économies d'eau.

Article 3 – BASSINS VERSANTS EN SITUATION D’ALERTE, D’ALERTE RENFORCÉE OU DE CRISE

Les bassins versants suivants sont placés en situation d’alerte :

- Grande Sauldre, Beuvron
- Petite Sauldre, Rère
- Auron, Airain, Rampennes
- Loire

Les bassins versants suivants sont placés en situation de crise :

- Arnon aval
- Arnon amont
- Aubeis
- Cher
- Colin, Ouatier, Langis
- Fouzon
- Indre amont
- Théols
- Vauvise
- Yèvre à l’amont de Bourges

Ces situations nécessitent la mise en place de mesures de restriction de certains usages de l’eau, telles que définies dans les articles suivants.

L’annexe 1 du présent arrêté représente la cartographie des différentes zones d’alerte dans le département.

L’annexe 2 présente la répartition des communes du département par zone d’alerte.

Pour rappel, les usages domestiques et les usages dont l’eau est issue du réseau de distribution d’eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d’alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l’eau est d’une autre origine sont soumis aux mesures de restriction qui s’appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.

Article 4 – MESURES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION D’ALERTE, D’ALERTE RENFORCÉE OU DE CRISE:

Article 4 -1 : USAGES HORS IRRIGATION AGRICOLE

Les mesures de limitation ou d’interdiction pour chaque niveau de gestion sont définies par usages dans le tableau ci-dessous, qui précise les usagers concernés (P = particuliers et associations, E = entreprises, y compris exploitations agricoles, C = collectivités publiques).

Elles s’appliquent aux prélèvements définis à l’article 5 dans la mesure où ils sont concernés.

Si un usage listé ci-dessous est déjà réglementé par un arrêté de prescriptions spécifiques, les mesures les plus restrictives s’appliquent sauf mention contraire.

Les renseignements qu’il convient de fournir à l’administration suite au franchissement des différents seuils doivent être parvenus au service de police de l’eau de la Direction Départementale des Territoires dans un délai de 5 jours ouvrés à partir de la publication du présent arrêté.

USAGERS			USAGES	MESURES DE RESTRICTION		
P	E	C		Plan d'alerte	Plan d'alerte renforcée	Plan de crise
X	X	X	Lavage de véhicules	Interdit hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression et sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou une obligation technique (exemple : bétonnières) et pour les besoins liés à la sécurité publique.		Interdit sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou une obligation technique (exemple: bétonnières) et pour les besoins liés à la sécurité publique.
				Le gestionnaire de la station a l'obligation d'indiquer par affichage ces interdictions aux usagers.		
X	X	X	Nettoyage des façades, voiries, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées	Voiries, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées : Limité au strict nécessaire pour assurer l'hygiène, la sécurité et la salubrité publique Façades, toitures : interdit		
X	X	X	Arrosage des pelouses, massifs fleuris, arbres et arbustes	Interdit de 10h à 18h	Interdit Dérogation générale pour les jeunes gazons implantés depuis l'automne et pour les jeunes arbres et arbustes de moins d'un an (hors renouvellement annuel des pelouses). Dérogation possible pour les massifs fleuris de sites majeurs pour lesquels les arrosages sont autorisés entre 20h et 8h.	
X	X	X	Arrosage des jardinières et suspensions	Interdit		
X	X	X	Arrosage des espaces arborés (hors arboriculture)	Interdit à l'exception des espaces verts accessibles gratuitement au public au sein d'une zone urbanisée où un ou plusieurs îlot(s) de chaleur urbain(s) ont été identifiés dans un PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial).		Interdit
X	X	X	Arrosage des terrains de sport	Interdit de 10h à 18h	Interdit de 8h à 20h	Interdit (dérogation générale pour les jeunes gazons implantés depuis l'automne hors regarnissage, dérogation possible pour les terrains accueillant des compétitions de niveau national/international pour lesquels les arrosages seront autorisés entre 20h et 8h)
X	X	X	Arrosage des jardins potagers	Interdit de 10h à 18h	Interdit de 8h à 20h	

USAGERS			USAGES	MESURES DE RESTRICTION		
P	E	C		Plan d'alerte	Plan d'alerte renforcée	Plan de crise
X	X	X	Alimentation des fontaines d'ornement, bassins d'ornements, jeux d'eau...	en circuit ouvert	Interdite	
X	X	X		en circuit fermé	Limitée à la moitié de la capacité normale.	Interdite
X	X		Remplissage et vidange des piscines	privées de plus d'1m ³	Interdit Sauf remise à niveau nécessaire au bon fonctionnement de l'ouvrage et premier remplissage pour chantier en cours.	
	X	X		publiques	Remplissage et vidange soumis à accord préalable du Préfet sur avis de l'Agence Régionale de Santé.	
X	X	X	Alimentation des bassins d'agrément, plans d'eau et étangs		Interdite - le cas échéant le dispositif de prélèvement dans le milieu naturel pour l'alimentation du plan d'eau doit être rendu inactif. - pour les plans d'eau en barrage de cours d'eau, l'intégralité du débit entrant devra être restituée à l'aval du barrage. Les plans d'eau alimentés par ruissellement restituent les eaux via leur fossé de contournement, s'ils en sont équipés. Lorsque l'arrêté d'autorisation du plan d'eau prescrit des mesures moins restrictives que celles ci-dessus, les mesures de l'ACS s'appliquent.	
X	X	X	Vidange des plans d'eau, étangs, bassins d'agrément		Interdite Drogation possible en situation d'alerte, pour les vidanges réalisées pour la récolte du poisson des étangs exploités en élevage extensif, si la dernière vidange a été réalisée il y a moins de 3 ans.	
X	X	X	Gestion des ouvrages hydrauliques (hors plans d'eau)		Interdiction de toute manœuvre susceptible d'influencer le débit ou le niveau d'eau sauf si elle est nécessaire : - au non dépassement de la cote légale de retenue, - à la protection contre les inondations des terrains riverains amont, - au respect des mesures relatives à la manœuvre de vannes.	
X	X	X	Manœuvres de vannes sur le réseau hydrographique		Interdites si elles soustraient de l'eau au cours d'eau et/ou si la position de la vanne a des conséquences négatives sur les milieux aquatiques, et/ou si elles visent à augmenter artificiellement le débit du cours d'eau au niveau d'une station hydrométrique. - sauf pour le respect des mesures concernant l'alimentation des plans d'eau et la gestion des ouvrages hydrauliques. Les manœuvres de vannes, lorsqu'elles sont autorisées, sont réalisées en veillant à ce qu'elles ne nuisent pas à la qualité des eaux et au milieu naturel.	
X	X	X	Travaux en cours d'eau		Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques.	Projets ayant reçu un avis favorable du service de police de l'eau : respect des prescriptions spécifiques. Autres : report des travaux sauf situation d'assec total, pour des raisons de sécurité ou dans le cas d'une renaturation de cours d'eau et sur dérogation. Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques.

USAGERS			USAGES	MESURES DE RESTRICTION		
P	E	C		Plan d'alerte	Plan d'alerte renforcée	Plan de crise
X	X	X	Arrosage des golfs (Conformément à l'accord cadre national golf et environnement 2019-2024)	Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8h à 20h de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 %. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation.	Réduction des volumes d'au moins 60 % par une interdiction d'arroser les fairways 7j/7. Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des « greens et départs ».	Interdiction d'arroser les golfs. Les greens pourront toutefois être préservés, sauf en cas de pénurie d'eau potable, par un arrosage réduit au strict nécessaire entre 20h et 8h, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes habituels.
	X		Utilisation d'eau dans le cadre de l'activité des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Respect des dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau prévues dans leurs autorisations administratives. Les usages liés aux process sont limités au strict nécessaire. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Respect des mesures générales en ce qui concerne les usages hors process. Communication à l'inspection des installations classées de toute pollution.		
	X		Utilisation d'eau dans le cadre des activités industrielles (hors ICPE), commerciales, artisanales et de services	Les usages liés aux process sont limités au strict nécessaire. Respect des mesures générales en ce qui concerne les usages hors process.		
	X	X	Rejets des STEU et des collecteurs pluviaux	Communication au service police de l'eau de tout dépassement de valeur des normes de rejet, ainsi que toute difficulté rencontrée. Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux. Déclaration préalable de tous travaux consommateurs d'eau (notamment tests d'étanchéité). Dérogation possible pour l'utilisation des eaux usées traitées satisfaisant aux obligations réglementaires.		
		X	Alimentation du Canal de la Sauldre et du canal latéral à la Loire	Respect des prescriptions spécifiques		
X	X		Navigation sur le canal latéral à la Loire	Autorisée		
		X	Alimentation du Canal de Berry	Respect des prescriptions spécifiques		
				prises d'eau réglementées	Réduction de 60%	Fermeture totale des ouvrages de prélèvement
		X	Production d'eau potable	Report des opérations d'exploitation des réseaux d'eau potable sauf nécessité de salubrité ou sécurité publique.		
					Envoi au service de police de l'eau, des bilans de production/consommation	

USAGERS			USAGES	MESURES DE RESTRICTION		
P	E	C		Plan d'alerte	Plan d'alerte renforcée	Plan de crise
	X		Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national	Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'Environnement.		

Article 4-2 : MESURES MISES EN PLACE POUR L'IRRIGATION AGRICOLE (hors bassin versant Yèvre – Auron et Loire)

Est concernée par les dispositions du présent article l'irrigation agricole réalisée à partir des prélèvements suivants, y compris lorsqu'ils sont dispensés de déclaration et d'autorisation, qu'ils soient réalisés à partir d'ouvrages de prélèvements fixes ou mobiles :

- prélèvements superficiels : prélèvements réalisés dans les cours d'eau, canaux, plans d'eau et retenues connectées au réseau hydrographique ;
- prélèvements souterrains de type A : prélèvements réalisés dans la nappe d'accompagnement des cours d'eau (forages ou plans d'eau alimentés par l'affleurement d'une telle nappe) ;
- prélèvements souterrains de type B : prélèvements réalisés dans la nappe des calcaires du Jurassique supérieur dans l'ensemble du département à l'exclusion de ceux appartenant au type A.

Les mesures de limitation et d'interdiction pour chaque niveau de gestion applicables à l'irrigation agricole sont définies dans le tableau ci-dessous :

Origine de l'eau	Plan d'alerte	Plan d'alerte renforcée	Plan de crise
Prélèvements superficiels et souterrains de type A	Interdits de 12h à 17h	Interdits de 10h à 20h	Interdits
Prélèvements souterrains de type B	Autorisés	Interdits de 12h à 17h	Interdits de 10h à 20h

Des dérogations aux restrictions horaires peuvent être accordées aux irrigants qui s'organisent en tours d'eau ou qui irriguent des cultures éligibles à dérogation (Cf article 5).

Article 4-3 : MESURES MISES EN PLACE POUR L'IRRIGATION AGRICOLE SUR LE BASSIN VERSANT YEVRE-AURON

Sur le bassin Yèvre-Auron, un mode de gestion particulier de l'irrigation agricole est en place et est consultable dans le plan annuel de répartition homologué par l'arrêté n°2022-0654 disponible sur le site Internet de la Préfecture du Cher.

Sur les bassins de l'Auron, de l'Airain, des Rampennes, les volumes individuels prélevables « été » n'ayant pas été consommés à la date de signature de l'arrêté n°DDT-2022-293 du 17 août 2022 sont de nouveau autorisés.

Sur le bassin de l'Yèvre à l'amont de Bourges les prélèvements pour l'irrigation sont interdits.
Sur le bassin du Colin, Ouâtier, Langis, les prélèvements pour l'irrigation restent interdits.

Article 4-4 : MESURES MISES EN PLACE POUR L'IRRIGATION AGRICOLE SUR LE BASSIN VERSANT DE LA LOIRE

Est concernée par les dispositions du présent article l'irrigation agricole réalisée à partir des prélèvements suivants, y compris lorsqu'ils sont dispensés de déclaration et d'autorisation, qu'ils soient réalisés à partir d'ouvrages de prélèvements fixes ou mobiles :

- prélèvements superficiels : prélèvements réalisés dans les cours d'eau, canaux, plans d'eau et retenues connectées au réseau hydrographique ;
- prélèvements souterrains de type A : prélèvements réalisés dans la nappe d'accompagnement des cours d'eau (forages ou plans d'eau alimentés par l'affleurement d'une telle nappe) ;
- prélèvements souterrains de type B : prélèvements réalisés dans la nappe des calcaires du Jurassique supérieur dans l'ensemble du département à l'exclusion de ceux appartenant au type A.

Les mesures de limitation et d'interdiction pour chaque niveau de gestion applicables à l'irrigation agricole sont définies dans le tableau ci-dessous :

Origine de l'eau	Plan d'alerte	Plan d'alerte renforcée	Plan de crise
Prélèvements superficiels et souterrains de type A	Interdits de 12h à 20h	Interdits de 8h à 20h	Interdits
Prélèvements souterrains de type B	autorisés	Interdits de 12h à 17h	Interdits de 10h à 20h

Des dérogations aux restrictions horaires peuvent être accordées aux irrigants qui s'organisent en tours d'eau ou qui irriguent des cultures éligibles à dérogation (Cf article 6).

Article 5 – CHAMPS D'APPLICATION

Les dispositions du présent arrêté sont applicables :

- pour l'usage irrigation : suivant les modalités définies aux articles 4-2, 4-3 et 4-4 du présent arrêté ;
- pour les autres usages : à tous les prélèvements dans les eaux superficielles ou souterraines ; ou un réseau de distribution d'eau potable, même dispensés d'autorisation ou de déclaration.

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables :

- aux prélèvements souterrains pour l'irrigation autres que ceux définis aux articles 4-2 et 4-4.

Quel que soit l'usage concerné, les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas :

- à l'utilisation des eaux stockées dans les retenues d'eau (plans d'eau, lagunes, mares, réserves) étanches et déconnectées du réseau hydrographique, y compris celles destinées à l'irrigation agricole ;
- à l'utilisation des eaux pluviales collectées à partir de surfaces imperméabilisées (ex : récupération des eaux de toiture stockées dans des cuves) et stockées dans des aménagements réguliers à la condition de pouvoir justifier de l'origine pluviale de l'eau.

Article 6 – DÉROGATIONS

Article 6-1 – DÉROGATION POUR CULTURES SPÉCIALES

Des dérogations aux dispositions des articles 4-2, 4-3 et 4-4 pourront être délivrées, sur demande dûment motivée effectuée auprès du service de police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires.

Les cultures suivantes sont susceptibles de se voir accorder une dérogation :

- arboriculture et cultures fruitières,
- cultures florales,
- cultures réalisées à des fins de recherche,
- cultures de plantes médicinales et aromatiques,
- cultures truffières,
- cultures maraîchères et légumières,
- cultures de portes-graines,

Deux types de dérogation sont possibles :

- la dérogation est accordée dès le franchissement du seuil d'alerte. En ce cas, aucune mesure de restriction ne s'applique aux cultures pour lesquelles la dérogation est accordée, dès que le seuil d'alerte est franchi sur le bassin versant concerné.

Ce type de dérogation est accordé aux exploitations qui irriguent un ou des types de cultures listées ci-dessus exclusivement.

- la dérogation est accordée à partir du franchissement du seuil de crise : les mesures de l'alerte renforcée s'appliquent aux cultures pour lesquelles la dérogation est accordée, dès que le seuil de crise est franchi sur le bassin versant concerné.

Ce type de dérogation est accordé aux exploitations qui irriguent un ou des types de cultures listées ci-dessus non exclusivement.

La demande de dérogation, individuelle, devra obligatoirement préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- l'existence éventuelle d'un contrat de production.

La demande de dérogation peut être formulée à partir du formulaire en **annexe 3** du présent arrêté et disponible sur le site Internet des services de l'État dans le Cher :

<http://www.cher.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-energies-renouvelables-foret-chasse-peche/Eau/Etiage-annee-en-cours>

La liste des irrigants pour lesquels une dérogation a été accordée est disponible en **annexe 4** du présent arrêté.

Article 6-2 – DÉROGATION POUR L'ARROSAGE DES MASSIFS FLEURIS

Les massifs fleuris situés à l'intérieur du périmètre des sites listés à l'**annexe 5** du présent arrêté peuvent être arrosés entre 20h et 8h en situation d'alerte renforcée et de crise.

Article 6-3 – DÉROGATION POUR L'ARROSAGE DES TERRAINS DE SPORT

Les pelouses des terrains de sport listés à l'**annexe 6** du présent arrêté peuvent être arrosées entre 20h et 8h en situation de crise.

Article 6-4 – TOURS D'EAU

Les exploitants dont la liste est dressée en **annexe 7** du présent arrêté ne sont pas soumis aux restrictions horaires prévues à l'article 4-2 et 4-4 du présent arrêté. Ceux-ci s'organisent en tours d'eau, selon les modalités transmises par le Syndicat des Irrigants à la Direction Départementale des Territoires du Cher.

Article 6-5 – DÉROGATION EXCEPTIONNELLE

Sur demande dûment motivée adressée au service police de l'eau, des dérogations exceptionnelles aux dispositions du présent arrêté peuvent être accordées par le préfet sur la base d'enjeux économiques, de la rareté, de circonstances particulières ou de considérations techniques. La demande de dérogation doit en outre évaluer les solutions alternatives.

Article 7 – POURSUITES PÉNALES ET SANCTIONS

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police de l'eau ainsi que les services de Gendarmerie et de Police ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, dans les limites fixées par les articles L. 172-4 et L. 172-5 du Code de l'Environnement sus-visé.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, en application de l'article L. 173-4 du Code de l'Environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

Conformément à l'article R. 216-9 du Code de l'environnement, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^e classe, éventuellement cumulative, à chaque fois qu'une infraction a été constatée.

Par ailleurs, le non-respect du débit à réserver aux milieux aquatiques définis par l'article L. 216-7 du Code de l'Environnement est réprimé d'une amende pouvant aller jusqu'à 75 000 euros.

Cette sanction pourra être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L. 216-1 du Code de l'Environnement.

Article 8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Les dispositions du présent arrêté sont valables à compter de la date de publication du présent arrêté, et cesseront d'office au 31 octobre 2022. Il pourra cependant y être mis fin avant, dans la même forme et s'il y a lieu, graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource et du milieu aquatique.

Article 9 – AFFICHAGE

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur son site internet, et sera adressé aux maires des communes concernées pour affichage en mairie dès réception pour toute la période d'application. Une publicité sera réalisée via un communiqué de presse.

L'arrêté est également consultable sur le site propluvia :

<https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluviapublic/>

Article 10 – EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture, les Sous-Préfètes de Vierzon et Saint-Amand-Montrond, le Directeur Départemental des Territoires du Cher, le Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations du Cher, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Cher, les Maires des communes concernées, le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité, et les agents visés à l'article L. 216-3 du Code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le 15 septembre 2022

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires

Signé

Eric Daluz

Voies et délais de Recours

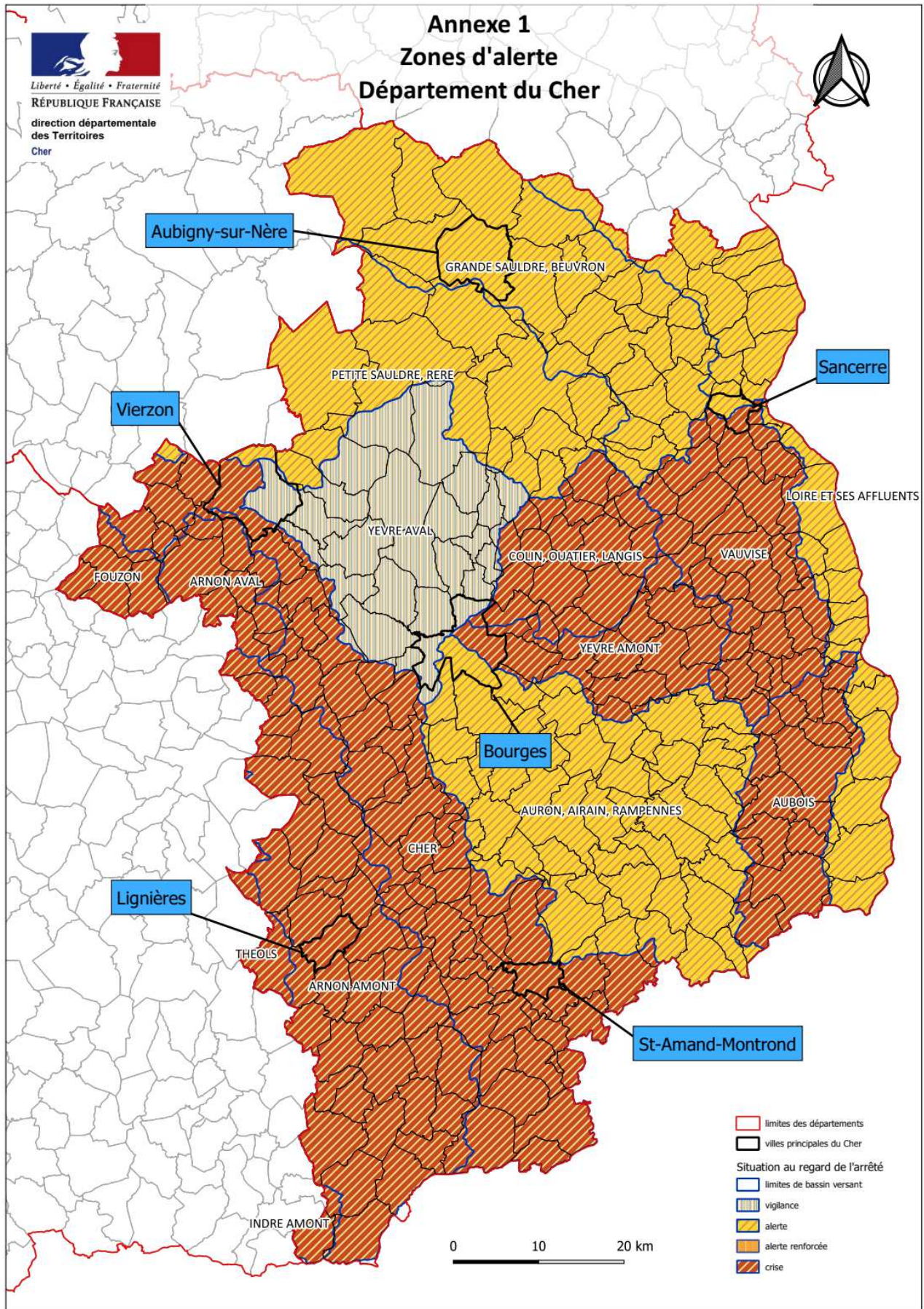
Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.



ANNEXE 2

Répartition des communes par bassin versant

Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.

	ARNON AMONT	ARNON AVAL	AUBOIS	AURON, AIRAIN ET RAMPENNES	CHER	COLIN OUATIER ET LANGIS	FOUZON	GRANDE SAULDRE ET BEUVROIS	INDRE AMONT	LOIRE	PETITE SAULDRE ET RERE	THEOLS	VAUWISE	YEVRE AMONT	YEVRE AVAL
ACHERES										X					X
AINAY-LE-VIEIL					X										
ALLOGNY															X
ALLOUIS															X
ANNOIX				X										X	
APREMONT-SUR-ALLIER			X							X					
ARCAY				X	X										
ARCOMPS	X				X										
ARDENAI	X														
ARGENT-SUR-SAULDRE								X							
ARGENVIERES										X			X		
ARPHEUILLES				X	X										
ASSIGNY								X		X					
AUBIGNY-SUR-NERE								X			X				
AUBINGES						X									
AUGY-SUR-AUBOIS			X	X											
AVORD				X										X	
AZY						X							X	X	
BANNAY										X					
BANNEGON				X											
BARLIEU								X		X					
BAUGY				X									X	X	
BEDDES	X														
BEFFES										X			X		
BELLEVILLE-SUR-LOIRE										X					
BENGY-SUR-CRAON				X										X	
BERRY-BOUY															X
BESSAIS-LE-FROMENTAL				X											
BLANCAFORT								X		X					
BLET				X										X	
BOULLERET										X					
BOURGES				X	X	X									X
BOUZAIS					X									X	
BRECY						X								X	
BRINAY		X			X										
BRINON-SUR-SAULDRE								X			X				
BRUERE-ALLICHAMPS					X										
BUE										X			X		
BUSSY				X										X	
CERBOIS		X			X										

Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.

	ARNON AMONT	ARNON AVAL	AUBOIS	AURON, AIRAIN ET RAMPENNES	CHER	COLIN OUARTIER ET LANGIS	FOUZON	GRANDE SAULDRE ET BEUVRON	INDRE AMONT	LOIRE	PETITE SAULDRE ET RERE	THEOLS	VALUISE	YEVRE AMONT	YEVRE AVAL
CHALIVROY-MILON				X										X	
CHAMBON	X				X										
CHARENTON-DU-CHER				X	X										
CHARENTONNAY													X		
CHARLY				X											
CHAROST	X				X										
CHASSY			X										X	X	
CHATEAUMEILLANT	X														
CHATEAUNEUF-SUR-CHER					X										
CHAUMONT				X											
CHAUMOUX-MARCILLY													X	X	
CHAVANNES				X	X										
CHERY		X													
CHEZAL-BENOIT	X											X			
CIVRAY	X				X										
CLEMONT								X							
COGNY				X											
COLOMBIERS					X										
CONCRESSAULT								X							
CONTRES				X											
CORNUSSE				X											
CORQUOY	X				X										
COUARGUES										X			X		
COURS-LES-BARRES			X							X					
COUST					X										
COUY													X	X	
CREZANCAY-SUR-CHER					X										
CREZANCY-EN-SANCERRE								X					X		
CROISY			X	X										X	
CROSSES				X										X	
CUFFY			X							X					
CULAN	X														
DAMPIERRE-EN-CROT								X							
DAMPIERRE-EN-GRACAY		X			X		X								
DREVAULT					X										
DUN-SUR-AURON				X										X	
ENNORDRES								X			X				
EPINEUIL-LE-FLEURIEL	X				X										
ETRECHY						X							X	X	
FARGES-ALLICHAMPS					X										

Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.

	ARNON AMONT	ARNON AVAL	AUBOIS	AURON, AIRAIN ET RAMPENNES	CHER	COLIN QUATIER ET LANGIS	FOUZON	GRANDE SAULDRE ET BEUVRON	INDRE AMONT	LOIRE	PETITE SAULDRE ET RERE	THEOLS	VAUVISE	YEVRE AMONT	YEVRE AVAL
FARGES-EN-SEPTAINE						X								X	
FAVERDINES	X				X										
FEUX													X		
FLAVIGNY				X											
FOECY					X										X
FUSSY															X
GARDEFORT													X		
GARIGNY													X		
GENOUILLY					X		X								
GERMIGNY-L'EXEMPT			X												
GIVARDON			X	X											
GRACAY							X								
GROISES													X		
GRON													X	X	
GROSSOUVRE			X							X					
HENRICHEMONT											X				
HERRY										X			X		
HUMBLIGNY						X	X				X		X		
IDS-SAINT-ROCH	X														
IGNOL			X	X										X	
INEUIL	X				X										
IVOY-LE-PRE							X				X				
JALOGNES													X		
JARS							X								
JOUET-SUR-L'AUBOIS			X							X					
JUSSY-CHAMPAGNE				X										X	
JUSSY-LE-CHAUDRIER										X			X		
LA CELETTE					X										
LA CELLE					X										
LA CELLE-CONDE	X											X			
LA CHAPELLE-D'ANGILLON											X				
LA CHAPELLE-HUGON			X							X					
LA CHAPELLE-MONTLINARD										X					
LA CHAPELLE-SAINT-URSIN					X										X
LA CHAPELOTTE							X				X				
LA GROUTTE					X										
LA GUERCHE-SUR-L'AUBOIS			X							X					
LA PERCHE					X										
LANTAN				X										X	
LAPAN	X				X										

Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.

	ARNON AMONT	ARNON AVAL	AUBOIS	AURON, AIRAIN ET RAMPENNES	CHER	COLIN OUATIER ET LANGIS	FOUZON	GRANDE SAULDRE ET BEUVRON	INDRE AMONT	LOIRE	PETITE SAULDRE ET RERE	THEOLS	VAUVISE	YEVRE AMONT	YEVRE AVAL
LAVARDINES															
LAZENAY	X	X			X										
LE CHATELET	X														
LE CHAUTAY			X												
LE NOYER							X			X					
LE PONDY				X											
LE SUBDRAY					X										X
LERE									X						
LES AIX-D'ANGILLON						X									
LEVET				X	X										
LIGNIERES	X														
LIMEUX		X			X										
LISSAY-LOCHY				X											
LOYE-SUR-ARNON	X				X										
LUGNY-BOURBONNAIS				X											
LUGNY-CHAMPAGNE													X		
LUNERY	X				X										
LURY-SUR-ARNON		X			X										
MAISONNAIS	X														
MARCAIS	X				X										
MAREUIL-SUR-ARNON	X														
MARMAGNE					X										X
MARSEILLES-LES-AUBIGNY			X						X			X			
MASSAY		X			X	X									
MEHUN-SUR-YEVRE					X										X
MEILLANT				X	X										
MENETOU-COUTURE			X						X			X			
MENETOU-RATEL							X		X			X			
MENETOU-SALON						X				X					X
MENETREOL-SOUS-SANCERRE							X		X			X			
MENETREOL-SUR-SAUDRE										X					
MEREAU		X			X										
MERY-ES-BOIS										X					X
MERY-SUR-CHER					X										
MONTIGNY						X	X					X			
MONTLOUIS	X														
MORLAC	X				X										
MORNAY-BERRY													X		
MORNAY-SUR-ALLIER			X						X						
MOROGUES						X	X			X					

Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.

	ARNON AMONT	ARNON AVAL	AUBOIS	AURON, AIRAIN ET RAMPENNES	CHER	COLIN OUARTIER ET LANGIS	FOUZON	GRANDE SAULDRE ET BEUVRON	INDRE AMONT	LOIRE	PETITE SAULDRE ET RERE	THEOLS	VAUVISE	YEVRE AMONT	YEVRE AVAL
MORTHOMIERS					X										X
MOULINS-SUR-YEVRE						X								X	
NANCAY											X				X
NERONDES			X	X									X	X	
NEUILLY-EN-DUN				X											
NEUILLY-EN-SANCERRE							X			X					
NEUVY-DEUX-CLOCHERS							X			X		X			
NEUVY-LE-BARROIS									X						
NEUVY-SUR-BARANGEON										X					X
NOHANT-EN-GOUT						X								X	
NOHANT-EN-GRACAY		X			X		X								
NOZIERES					X										
OIZON							X			X					
ORCENNAIS	X				X										
ORVAL					X										
OSMERY				X											
OSMOY				X										X	
OUROUER-LES-BOURDELINS			X	X										X	
PARASSY						X				X					
PARNAY				X											
PIGNY						X									X
PLAIMPIED-GIVAUDINS				X											
PLOU	X				X										
POISIEUX	X														
PRECY									X				X		
PRESLY										X					X
PREUILLY					X										
PREVERANGES	X							X							
PRIMELLES	X				X										
QUANTILLY															X
QUINCY					X										
RAYMOND				X											
REIGNY	X														
REZAY	X														
RIANS						X									
SAGONNE			X	X											
SAINT-AIGNAN-DES-NOYERS			X	X											
SAINT-AMAND-MONTROND				X	X										
SAINT-AMBROIX	X										X				
SAINT-BAUDEL	X														

Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.

	ARNON AMONT	ARNON AVAL	AUBOIS	AURON, AIRAIN ET RAMPENNES	CHER	COLIN OUARTIER ET LANGIS	FOUZON	GRANDE SAULDRE ET BEUVRON	INDRE AMONT	LOIRE	PETITE SAULDRE ET RERE	THEOLS	VAUVISE	YEVRE AMONT	YEVRE AVAL
SAINT-BOUIZE									X				X		
SAINT-CAPRAIS					X										
SAINT-CEOLS						X									
SAINT-CHRISTOPHE-LE-CHAUDRY	X				X										
SAINT-DENIS-DE-PALIN				X											
SAINT-DOULCHARD															X
SAINTE-GEMME-EN-SANCERROIS							X		X						
SAINT-ELOY-DE-GY															X
SAINTE-LUNAISE															
SAINTE-MONTAINE							X			X					
SAINTE-SOLANGE						X									
SAINTE-THORETTE					X										X
SAINT-FLORENT-SUR-CHER	X				X										
SAINT-GEORGES-DE-POISIEUX					X										
SAINT-GEORGES-SUR-LA-PREE		X			X										
SAINT-GEORGES-SUR-MOULON															X
SAINT-GERMAIN-DES-BOIS				X	X										
SAINT-GERMAIN-DU-PUY						X								X	
SAINT-HILAIRE-DE-COURT		X			X										
SAINT-HILAIRE-DE-GONDILLY			X										X		
SAINT-HILAIRE-EN-LIGNIERES	X										X				
SAINT-JEANVRIN	X														
SAINT-JUST				X										X	
SAINT-LAURENT										X					X
SAINT-LEGER-LE-PETIT									X				X		
SAINT-LOUP-DES-CHAUMES					X										
SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY															X
SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS									X				X		
SAINT-MAUR	X														
SAINT-MICHEL-DE-VOLANGIS						X									X
SAINT-OUTRILLE							X								
SAINT-PALAIS										X					X
SAINT-PIERRE-LES-BOIS	X														
SAINT-PIERRE-LES-ETIEUX				X	X										
SAINT-PRIEST-LA-MARCHE	X							X							
SAINT-SATUR									X				X		
SAINT-SATURNIN	X							X							
SAINT-SYMPHORIEN	X				X										
SAINT-VITTE					X										
SALIGNY-LE-VIF															

Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.

	ARNON AMONT	ARNON AVAL	AUBOIS	AURON, AIRAIN ET RAMPENNES	CHER	COLIN OUATIER ET LANGIS	FOUZON	GRANDE SAULDRE ET BEUVRON	INDRE AMONT	LOIRE	PETITE SAULDRE ET RERE	THEOLS	VALUISE	YEVRE AMONT	YEVRE AVAL
SANCERGUES													X		
SANCERRE								X		X			X		
SANCOINS			X	X						X					
SANTRANGES										X					
SAUGY	X														
SAULZAIS-LE-POTIER	X				X										
SAVIGNY-EN-SANCERRE								X		X					
SAVIGNY-EN-SEPTAINE				X										X	
SENNECAY				X											
SENS-BEAUJEU								X			X				
SERRUELLES					X										
SEVRY													X	X	
SIDIAILLES	X														
SOULANGIS						X									
SOYE-EN-SEPTAINE				X										X	
SUBLIGNY								X		X					
SURY-EN-VAUX								X		X					
SURY-ES-BOIS								X		X					
SURY-PRES-LERE										X					
TENDRON			X	X										X	
THAUMIERS				X											
THAUVENAY										X			X		
THENIOUX					X						X				
THOU								X							
TORTERON			X							X					
TOUCHAY	X														
TROUY				X	X										X
UZAY-LE-VENON				X	X										
VAILLY-SUR-SAULDRE								X		X					
VALLENAY					X										
VASSELAY															X
VEAUGUES								X					X		
VENESMES	X				X										
VERDIGNY										X					
VEREAUX			X	X										X	
VERNAIS				X	X										
VERNEUIL				X											
VESDUN	X				X										
VIERZON		X			X						X				X
VIGNOUX-SOUS-LES-AIX						X									X

Rappel : les usages domestiques et les usages dont l'eau est issue du réseau de distribution d'eau potable sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune. Les usages non domestiques dont l'eau est d'une autre origine s'appliquent dans la limite du bassin hydrographique concerné.

	ARNON AMONT	ARNON AVAL	AUBOIS	AURON, AIRAIN ET RAMPENNES	CHER	COLIN OUARTIER ET LANGIS	FOUZON	GRANDE SAULDRE ET BEUVRON	INDRE AMONT	LOIRE	PETITE SAULDRE ET RERE	THEOLS	VAUVISE	YEVRE AMONT	YEVRE AVAL
VIGNOUX-SUR-BARANGEON											X				X
VILLABON						X								X	
VILLECELIN	X														
VILLEGENON							X								
VILLENEUVE-SUR-CHER					X										
VILLEQUIERS												X	X		
VINON												X			
VORLY				X											
VORNAY				X										X	
VOUZERON										X					X

ANNEXE 3
Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation
pour la saison (indiquer l'année)

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du ou des points de prélèvement concerné(s) :

Type d'irrigation / matériel : aspersion / enrouleur
 aspersion / pivot
 localisée / goutte à goutte

Type de culture :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> cultures fruitières et assimilées | <input type="checkbox"/> cultures truffières |
| <input type="checkbox"/> cultures florales | <input type="checkbox"/> cultures de portes-graines |
| <input type="checkbox"/> cultures maraichères et légumières | <input type="checkbox"/> cultures réalisées à des fins de recherche |
| | <input type="checkbox"/> cultures de plantes médicinales et aromatiques |

NB : Aucun autre type de culture ne pourra faire l'objet d'une dérogation.

<input type="checkbox"/>	Ces cultures sont les seules irriguées sur mon exploitation pour la campagne et je demande une dérogation dès le plan d'alerte. Aucune mesure de restriction ne s'applique aux cultures pour lesquelles la présente dérogation serait accordée, dès le franchissement du seuil d'alerte.
<input type="checkbox"/>	J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne et je demande une dérogation aux mesures du plan de crise. Les mesures de l'alerte renforcée s'appliquent aux cultures pour lesquelles la dérogation serait accordée, à partir du franchissement du seuil de crise.

Préciser :

culture	surface concernée (ha)	nombre d'irrigations prévues et volume estimé			parcelle(s) cadastrale(s)
		juillet	août	septembre	

- Si parcelles cadastrales inconnues, joindre un **extrait cartographique** localisant les parcelles concernées.

- Si certaines de ces cultures font l'objet d'un **contrat de production**, joindre un justificatif.

Date :

Signature :

ANNEXE 4
DÉROGATIONS POUR CULTURES SPÉCIALES

Société/exploitant	Adresse	Code Postal	Commune	N°MISE	Plan concerné	Bassin versant	Culture 1	Surface 1 (ha)	Culture 2	Surface 2 (ha)	Culture 3	Surface 3 (ha)
ASA D'IRRIGATION VERGER FORETIN	la Rablette	18110	QUANTILLY	P18223001	ALERTE	Yèvre Aval	Pommiers	190				
ASSOCIATION ENTRAIDE BERRUYERE	261 ROUTE DE SAINT MICHEL	18022	BOURGES	en cours d'attribution : parcelle B 1189, 18110 Vasselay	ALERTE	Yèvre Aval	Maraichage	3,7				
CUMA D'IRRIGATION DE BRECY	6 RUE SAINTE SOLANG E	18220	BRECY	F18035013 et 14	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Pommiers	10				
DE GOURCUFF	Poil Vilain	18340	SAINTE GERMAIN DES BOIS	F18212004, 5 et 6	ALERTE	Auron	Maïs pop-corn	24,7				
EARL ALAIN BAUDON	Les petits murgers	18800	BAUGY	F18023001 et 2	CRISE	Yèvre amont	Semences de carottes	4	Semences d'oignons	7	Semences de trèfle	10
EARL BOIS DE LA BONDE	4 route de Vierzon	1820	POISIEUX	F18182004, F18182005, F18182006	CRISE	Arnon amont	Semences de betteraves	12	Semences de luzerne	10	Truffières	2
EARL CHRISTIAN FERRAND	Gully	18220	BRECY	F18035005	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Bambou	1				
EARL DE BREBEURRE	BREBEURRE	18210	SAINTE PIERRE LES ETIEUX	F18231001	CRISE	Cher median	Fourrage	40	Maïs pop-corn	3,7		
EARL DE HARPE	Harpe	18290	SAINTE AMBROIX	F18198004	CRISE	Arnon median	Semences de betteraves	13				

Société/exploitant	Adresse	Code Postal	Commune	N°MISE	Plan concerné	Bassin versant	Culture 1	Surface 1 (ha)	Culture 2	Surface 2 (ha)	Culture 3	Surface 3 (ha)
EARL DE VERDEAU	Verdaux	18120	BRINAY	P18036011	CRISE	Cher aval	Fourrage	85				
EARL DE VILAIS	4 rue maryse bastie	18109	PIGNY	F18226014	ALERTE	Colin-Ouatier-Langis	Pommiers	13				
EARL DOMAINE DES VALLEES	route d'Allogny	18110	SAINT ELOI DE GY	S18206002	ALERTE	Yèvre Aval	Maraichage	8,5	Arboriculture	5,8		
EARL DU CROT GIRAUD	4 rue maryse bastie	18110	PIGNY	F18226006	ALERTE	Colin-Ouatier-Langis	Pommiers	32				
EARL GUILLEMAIN	Palleau	18120	LURY/ARNON	F18134008 et 9	ALERTE	Arnon aval	Culture florale	2				
EARL Joyeux	Bouy	18500	BERRY-BOUY	P18028004 et F18141002	CRISE	Yèvre Aval	Semences de coriandre	19	Semences de betteraves	13	Semences de carottes	10
EARL LES AUGUSTINS	Les Camélites	18390	SAINT GERMAIN DU PUY	F18213005	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Semences d'épinards	5	Semences de carottes	6		
EARL LES CROISIERS	4 rue maryse bastie	18111	PIGNY	FP18271004	ALERTE	Yèvre aval	Pommiers	4,5				
EARL NERIGNY	Nérigny	18390	SAINT GERMAIN DU PUY	F18213001-2, F18226001	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Bambou	1	Mais recherche	10	Semences de carottes	14
EARL Policard	4 RUE DES LILAS	18800	FARGES EN SEPTAINES	F18092003	CRISE	Yèvre amont	Truffières	6,3				
GAEC HOFSTEDE	Montifault	18800	BAUGY	F18023008	CRISE	Yèvre amont	Haricots secs	18	Haricots verts	8		

Société/exploitant	Adresse	Code Postal	Commune	N°MISE	Plan concerné	Bassin versant	Culture 1	Surface 1 (ha)	Culture 2	Surface 2 (ha)	Culture 3	Surface 3 (ha)
SARL LES BERGERONS	Les gillons	18380	LA CHAPELLE D'ANGILLON	P18047009, P18047006, P18047003	ALERTE	Petite Sauldre	Pommiers	70				
SARL MORIN	Saint-Denis	18130	SAINT DENIS DE PALIN	F18204006 et 7	CRISE	Auron	Pomme de terre	24,5	Semences de betteraves	16		
SCEA BOITE	LES ONDRÉES	18800	BAUGY	P18023004	CRISE	Yèvre amont	Semences de betteraves	16				
SCEA D'AUBILLY	LE PETIT AUBILLY	18800	BAUGY	F18023003	CRISE	Yèvre amont	Semences de betteraves	35	Truffières	3,7		
SCEA DE LA CONCURRENCE	JOIGNY	18800	ETRECHY	S18229002	ALERTE	Moulon	Pommiers	15				
SCEA DE LA VERGNE	La Vergne	18120	LUNERY	S18133005	CRISE	Cher aval	Fourrage	14,2				
SCEA de Rechinon	RECHIGNON	18220	RIANS	F18194012 et 13 et 16	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Haricots verts	15,5				
SCEA de Sermelles	Sermelles	18120	LAZENAY	F18124015 et F18124011	CRISE	Arnon median	Semences de betteraves	15	Semences de carottes	12		
SCEA DE SOUIZE	FERME DE SOUIZE	18130	VORNAY	F18180001-2-3	CRISE	Auron	Haricots	18	Semences de soja	16		
SCEA DE VILLARDEAU	VILLARD EAU	18340	SENNECAY	F18248001	CRISE	Rampennes	Pomme de terre	0,6	Haricôts	10,5	mals doux	7
SCEA DES PETITS MURGERS	Les petits murgers	18800	BAUGY	F18286001 et 2	CRISE	Yèvre amont	Semences de betteraves	50,3	Semences de carottes	9	Semences de luzerne	10

Société/exploitant	Adresse	Code Postal	Commune	N°MISE	Plan concerné	Bassin versant	Culture 1	Surface 1 (ha)	Culture 2	Surface 2 (ha)	Culture 3	Surface 3 (ha)
SCEA DU MOULIN DE LA GRANGE	ROUTE DE NEVERS - LE MOULIN DE LA GRANGE	18000	BOURGES	F18033004	CRISE	Yèvre amont	Haricots	12	Chia	4		
SCEA L'ORMEDIOT	Domaine de l'Ormediot	18000	BOURGES	F18033003	CRISE	Auron	Semences de betteraves	20	Semences de lentilles	10	Semences de carottes	9
SCEA La Courtine	6 RUE SAINTE SOLANGE	18220	BRECY	F18253001	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Pommiers	18				
SCEA LES BROSSATS	BOIS RATIER	18290	CIVRAY	F18133009	CRISE	Cher aval	Semences de betteraves	10,91	Semences de persil	19,94	Truffières	5,66
SCEA MAISON ROUGE	La maison rouge	18130	JUSSY-CHAMPAGNE	F18119001 et 2	CRISE	Airain	Semences de soja	3,7	Haricots	20	Pomme de terre	20
SCEA MARCHEVAL	MARCHEVAL	36300	DOUADIC	F18126003	CRISE	Rampennes	Expérimentation	5,5				
SCEA POM BALADE	SOULANGY	18340	LEVET	F18126001	ALERTE	Rampennes	Maraichage	0,4	Arboriculture	6		
SCEA PUIITS RESERVE	BOUY	18500	BERRY BOUY	F18158002	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Expérimentation	25,1				
THOMAS SERGENT	2 rue Henri Fournier	18400	SAINT-CAPRAIS	En cours d'attribution : parcelle C297, 18400 Saint-Caprais.	ALERTE	Cher aval	Maraichage	0,25				

Société/exploitant	Adresse	Code Postal	Commune	N°MISE	Plan concerné	Bassin versant	Culture 1	Surface 1 (ha)	Culture 2	Surface 2 (ha)	Culture 3	Surface 3 (ha)
SCEA DES JONCS	Les Joncs	18340	PLAIMPIED6 GIVAUDINS	F18180004 et 5	CRISE	Auron	Courges	10				
EARL DE VAROUSSY	Les Varroux	18290	POISIEUX	032000 (Indre) et S18182003	CRISE	Arnon amont	Maïs recherche	6	Tournesol recherche	1,5		
SCEA DOMAINE DE BOIS VALLEE	La Paille	18340	PLAIMPIED-GIVAUDINS	F18180006 et 7	CRISE	Auron, Airain, Rampennes	Soja alimentaire	5				
FNAMS Centre	2701 Route d'Orléans	18230	SAINT DOULCHARD	En cours d'attribution, parcelle AN 1-0008	ALERTE	Colin-Ouatier-Langis	Trèfle porte-graines	0,5	Graminées porte-graines	0,2	Carotte porte-graine	0,1
GAEC des JETS		18370	BEDDES	P18024003	CRISE	Arnon amont	Maïs fourrage pour bétail	14				
EARL DE NERIGNY	Nerigny	18390	SAINT GERMAIN DU PUY	F18213002	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Maïs recherche	2				
EARL FERRAND CHRISTIAN	Guilly	18220	BRECY	F18035005	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Maïs recherche	2				
EARL MARINHO	Les Essarts, 3 route de Villequiers	18800	BAUGY	F18027001	ALERTE	Auron-Airain-Rampennes	Maraichage	2				
SCEA LA BELINE	Les Bois Forts	18130	SAINT DENIS DE PALIN	F18204003	CRISE	Auron-Airain-Rampennes	Haricots verts	8				
EARL GODIN	Bellevue	18410	CLEMONT	S18067013	CRISE	Grande Sauldre	Maïs fourrage pour bétail	28				
SCEA DE BEL AIR	Bel Air	18390	SAINT MICHEL DE VOLANGIS	F18226009 et F18226002	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Carottes porte-graines	8				

Société/exploitant	Adresse	Code Postal	Commune	N°MISE	Plan concerné	Bassin versant	Culture 1	Surface 1 (ha)	Culture 2	Surface 2 (ha)	Culture 3	Surface 3 (ha)
SCEA DE MAUBRANCHE	Château de Maubranche	18390	MOULINS SUR YEVRE	F18158004 et F18158010	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Carottes porte-graines	10				
EARL DE LA PETITE LOUBIERE	La Petite Loubière	18360	VESDUN	P18278004	CRISE	Cher	Soja alimentaire	30				
EARL BENOIT PROFFIT	La Chaume	18220	RIANS	F18194004 et 5, F18194008 et F18194009	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Betteraves porte-graines	15	Maïs popcorn	7		
GAEC BONET	20 rue d'Alnay	18120	MEREAU	S18148005	CRISE	Arnon aval	Maïs fourrage pour bétail	18				
GAEC DE L'ETANG DU PUIIS	Ferme de l'étang du Puits	18410	ARGENT SUR SAULDRE	S18011020	CRISE	Grande Sauldre	Maïs grain pour bétail	16				
EARL DU PETIT PORT	Le Petit Port	18120	LAZENAY	F18124007, F18124018 et 19	CRISE	Arnon amont	Betteraves porte-graines	12				
SCEA DES MURAILLES	Les Murailles	18350	TENDRON	P18260001	ALERTE	Auron-Airain-Rampennes	pommiers	25				
VIGIER EMMANUEL		18600	SANCOINS	S18242007	CRISE	Aubois	Pommes de terre	0,66				
EARL NERIGNY	Nerigny	18390	SAINT-GERMAIN-DU-PUY	F18213001 et 4, F18285001	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Betteraves porte-graines	20	Carottes porte-graines	15		
EARL AUGUSTINS	Les Carmélites	18390	SAINT-GERMAIN-DU-PUY	F182134011	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Colza recherche	4				
SCEA DU MOULIN DE L'ECORCE	Le Moulin de l'écorce	18220	RIANS	F18194006 et 7	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Betteraves porte-graines	40				

Société/exploitant	Adresse	Code Postal	Commune	N°MISE	Plan concerné	Bassin versant	Culture 1	Surface 1 (ha)	Culture 2	Surface 2 (ha)	Culture 3	Surface 3 (ha)
EARL DE RAINSON	Rainson	18410	BLANCAFORT	S18030001	CRISE	Grande Sauldre	Maïs fourrage pour bétail	20				
EARL CHAMPROY	Domaine de Champroy	18120	LUNERY	S18133001	CRISE	Cher	Maïs fourrage pour bétail	15				
SCEA VILLEBOEUF	4 chemin de Gue	18390	SAVIGNY-EN-SEPTAINE	F18247002	CRISE	Yèvre amont	Betteraves portes-graines	31	2,3	truffière		
SAS ALAIN GUENOT	Charleuzy	45600	SAINT-FLORENT	F18037015 et F18037008	ALERTE	Grande Sauldre	carottes	17	persil	12	radis	7
SCEA DE SOUPIZE	Ferme de Soupize	18130	VORNAY	F18180001, 2 et 3	CRISE	Auron-Airain-Rampennes	Colza recherche	7				
SARL MORIN	Saint-Denis	18130	SAINT-DENIS-DE-PALIN	F18204006 et 7	CRISE	Auron-Airain-Rampennes	Betteraves portes-graines	20				
EURL LA LIGERIE	Le Domaine Neuf	18320	MARSEILLE-LES-AUBIGNY	Parcelle AE157	CRISE	Loire	maraichage	2				
SCEA LES MARTINATS	Les Martinats	18700	AUBIGNY SUR NERE	S18015003	CRISE	Grande Sauldre	Maïs fourrage pour bétail	15				
EARL VINCENT SAILLARD		18320	BEFFES	P18025001 et 4	CRISE	Loire	Betteraves portes-graines	22	maraichage	2,3		
EARL BIO POMME	13 place des Labbes	18110	SAINT MARTIN D'AUXIGNY	P18223003	ALERTE	Yèvre aval	arboriculture	2				

Société/exploitant	Adresse	Code Postal	Commune	N°MISE	Plan concerné	Bassin versant	Culture 1	Surface 1 (ha)	Culture 2	Surface 2 (ha)	Culture 3	Surface 3 (ha)
CUMA DE SALLEROY	7 route de Grange Neuve	18110	SAINTE PALAIS	P18229006	ALERTE	Yèvre aval	pommiers	52				
SCEA SOCHET	7 route de Grange Neuve	18110	SAINTE PALAIS	P18229006	ALERTE	Yèvre aval	pommiers	14				
SCEA D'AUBILLY	Le Petit Aubilly	18800	BAUGY	F18023003	CRISE	Yèvre amont	Betteraves porte-graine	15				
SCEA DE SOUPIZE	Ferme de Soupize	18130	VORNAY	F18180001, 2 et 3	CRISE	Auron-Airain-Rampennes	Betteraves porte-graines	15				
GAEC DU CHAUMOY		18110	PIGNY	F18226005	CRISE	Colin-Ouatier-Langis	Betteraves porte-graines	20	Carottes porte-graines	15		
SCEA DU MOULIN DE JOIGNY		18800	ETRECHY	F1809006, 7, 8 et 9	CRISE	Vauvise	Betteraves porte-graines	30	Carottes porte-graines	10		
SCEA LES BIOS DU BEC	1 allée de Bosne	18150	CUFFY	En cours d'attribution, parcelle C116 18150 Cuffy	ALERTE	Loire	maraichage	2				
EARL URICHAMPS	Urichamps	18130	VORNAY	En cours d'attribution, parcelle ZA3, 18130 Jussy-Champagne	ALERTE	Auron-Airain-Rampennes	maraichage	2,2	truffières	3,2		
THIBAUT LECOMTE	12 rue du Merisier	18800	FARGES EN SEPTAINE	F18289009, F18119003 et F18119005	CRISE	Auron-Airain-Rampennes	Betteraves porte-graines	27	Soja alimentaire	16	Maïs et colza recherche	14

Société/exploitant	Adresse	Code Postal	Commune	N°MISE	Plan concerné	Bassin versant	Culture 1	Surface 1 (ha)	Culture 2	Surface 2 (ha)	Culture 3	Surface 3 (ha)
FERME DES BEAUX REGARDS	10 rue Marguerite Audoux	18000	BOURGES	En cours d'attribution, parcelle EV0035, 18000 Bourges	ALERTE	Auron-Airain-Rampennes	Arbres fruitiers	1	maraîchage	0,3		
SCEA BOITE	Les Ondrées	18800	BAUGY	P18023004	CRISE	Yèvre amont	Betteraves porte-graines	16				
CUMA DE LA BOISDE	13 place des Labbes	18110	VASSELAY	P18271003	ALERTE	Yèvre aval	pommiers	65				
PASCAL BOUILLON	8 place du Général de Gaulle	18220	LES AIX D'ANGILLON	F18019003	ALERTE	Colin-Ouatier-Langis	Betteraves porte-graines	9				
PASCAL TISSIER	4 route de Pouilly	18140	HERRY	F18110014 et F18110015	CRISE	Loire	maraîchage	7,2				
EARL FLEURY	Route de Dun	18340	ANNOIX	F18006001 et F18006002	CRISE	Auron-Airain-Rampennes	Betteraves porte-graines	10	Carottes porte-graines	6		
SCEA DE CHEVRETRUYE	Poussay	18800	ETRECHY	S18049001	CRISE	Loire	Arbres fruitiers	22				
SCEA DE L'ESNON	Ferme de Beltin	18340	PLAIMPIED-GIVAUDINS	F18180010	CRISE	Auron-Airain-Rampennes	Carottes porte-graines	20				
SCEA DES FONDS RIVAUX	Les Fonds Rivaux	18390	SAVIGNY-EN-SEPTAINE	F18247001	CRISE	Yèvre amont	Betteraves porte-graines	12				

ANNEXE 5 DÉROGATIONS POUR MASSIFS FLEURIS

L'arrosage des massifs fleuris des sites listés ci-dessous peut être réalisé entre 20h et 8h à partir du franchissement du seuil d'alerte renforcée des zones d'alerte concernées :

- Parc et Jardins du Château (Ainay-le-Vieil)
- Parc floral (Apremont-sur-Allier)
- Château de St Maur (Argent-sur-Sauldre)
- Jardin du Buisson de la Gariole « Chez Odile » (Aubigny-sur-Nère)
- Parvis et cour intérieure du Château des Stuarts (Aubigny-sur-Nère)
- Parc de la Duchesse de Portsmouth (Aubigny-sur-Nère)
- Jardin des Prés-Fichaux (Bourges)
- Jardin de l'Archevêché (Bourges)
- Jardin de l'Abbaye de Noirlac (Bruère-Allichamps)
- Arboretum Adeline (La Chapelle-Montlinard)
- Cour de l'Hôtel de ville (Saint-Florent-sur-Cher)
- Parc et Jardins du Château de Pesselières (Jalognes)
- Parc du Château (Jussy-Champagne)
- Jardin du prieuré d'Orsan (Maisonnais)
- Arboretum de la brume (Mehun-sur-Yèvre)
- Jardins du Duc Jean de Berry (Mehun-sur-Yèvre)
- Parc du Château (Moulins-sur-Yèvre)
- Jardin de Marie (Neuilly-en-Sancerre)
- Parc du Château (Sagonne)
- Jardin d'Elisée (Vernais)
- Jardin de l'Abbaye-Square Lucien Beaufrère (Vierzon)

Les volumes utilisés doivent être réduits au strict minimum.

ANNEXE 6

DÉROGATIONS POUR TERRAINS DE SPORT ACCUEILLANT DES COMPÉTITIONS DE NIVEAU NATIONAL/INTERNATIONAL

L'arrosage des terrains de sport listés ci-dessous peut être réalisé entre 20h et 8h à partir du franchissement du seuil de crise des zones d'alerte concernées :

- Stade Jacques Rimbaud (Bourges)
- Stade Alfred Depege (Bourges)
- Stade Jean Brivot (Bourges)
- Stade Pierre Delval (Bourges)
- Stade Robert Barran (Vierzon)
- Carrières en sable, uniquement lors des compétitions de niveau national/international, et Cross en herbe du Pôle du Cheval et de l'Âne (Lignières La Celle-Condé)

Les volumes utilisés doivent être réduits au strict minimum.

ANNEXE 7 TOURS D'EAU

Bassin de l'Arnon amont :

						JOURS D'ARRET (arrêt de 8h du matin au lendemain 8h)	
Exploitation	NOM	Prénom	N° MISE	Commune	Type restriction	Crise jour 1	Crise jour 2
SCEA DE DAME SAINTE	COURSEAU	Michel	F18244001-3-4	Saugy	Type B	Samedi	Dimanche
EARL DU PETIT PORT	PREVOST	Philippe	F18124007	Lazenay	Type B	Samedi	Dimanche
EARL DU PETIT PORT	PREVOST	Philippe	F18124018/19	Lazenay	Type B	Samedi	Dimanche
SCEA de SERMELLES	POINTEREAU	Julien	F18124015, F18124011 P18124002	Lazenay	Type B	Lundi	Mardi
SCEA de BOURDOISEAU	POINTEREAU	Julien	P18124014-12	Lazenay	Type B	Mardi	Mercredi
EARL BOIS DE LA BONDE	MENIGON	Jean-Jacques	F18182004-6-7	Poisieux	Type B	Dimanche	Lundi

Bassin du Fouzon :

						JOURS D'ARRET (arrêt de 8h du matin au lendemain 8h)	
Exploitation	NOM	Prénom	N° MISE	Commune	Type restriction	Crise jour 1	Crise jour 2
EARL DE LA RENARDIERE	PERROCHON	Serge	F18103001	Gracay	Type B	Dimanche	Lundi
SCEA DES CHAMPS DU LOUP	GEORGES	Laurent	F18103003	Gracay	Type B	Samedi	Dimanche

Bassin du Cher :

						JOURS D'ARRET (arrêt de 8h du matin au lendemain 8h)	
Exploitation	NOM	Prénom	N° MISE	Commune	Type restriction	Crise jour 1	Crise jour 2
EARL DU TONKIN	MASSON	Thibaut	F18036006	Brinay	Type B	Dimanche	Lundi
SCEA DU BOUCHE	JULLIEN	Eric	F18073005	Corquoy	Type B	Mardi	Mercredi
	DEVISME	Sophie	F18221011	Saint-Loup-des-Chaumes	Type B	Vendredi	Samedi
EARL DU CHATELET	MERCIER	Rémi	F18221008	Saint-Loup-des-Chaumes	Type B	Samedi	Dimanche
SCEA DOMAINE GOYER	GOYER	Samuel	F18063011	Chavannes	Type B	Samedi	Dimanche
EARL DES BROSSES	DEVISME	Justin	F18063003	Chavannes	Type B	Dimanche	Lundi
SCEA SAINT ETIENNE	FESTA	Alessandro	P18157005	Morthomiers	Type B	Mercredi	Jeudi
SCEA DU PUIT D'IGNOUX	MOREAU	Sandra	F18157003	Morthomiers	Type B	Mercredi	Jeudi
SCEA LE VIVIER	BORELLO	Cécile	F18122002-3	Lapan	Type B	Mardi	Mercredi
SCEA DU PRIEURE DE MANZAY	JAN	Anne	P18237005	Sainte-Thorette	Type B	Samedi	Dimanche
			F18128002	Limeux			
SCEA DE LAMBUSSAY	ROTINAT	Stéphane	F18250002-3-4-5-6	Seruelles	Type B	Samedi	Dimanche
	DEVISME	Sophie	F18038004	Bruère-Allichamps	Type B	Vendredi	Samedi
EARL DES BROSSES	DEVISME	Justin	F18058003	Chateauneuf-sur-Cher	Type B	Dimanche	Lundi

Bassin de la Loire :

						JOURS D'ARRET (arrêt de 8h du matin au lendemain 8h)	
Exploitation	NOM	Prénom	N° MISE	Type restriction	Rivière/bief	Alerte jour 1	Alerte jour 2
GAEC VERT AVENIR	DE CHAMPS	Geoffroy	S18118001	Cours d'eau	Canal latéral à la Loire/ bief de Marseilles l'Aubray	Lundi	Mardi
EARL DE CRILLE	DAIZE	Bernard	S18075001	Cours d'eau	Canal latéral à la Loire/ bief de Marseilles l'Aubray	Jeudi	Vendredi
SCEA DE DOMPIERRE	BATTEUX	Christian e	S18118004	Cours d'eau	Canal latéral à la Loire/ bief de Marseilles l'Aubray	Lundi	Mardi
EARL DE CRILLE	DAIZE	Bernard	S18075003	Cours d'eau	Canal de Givry/ bief de Marseilles l'Aubray	Jeudi	Vendredi
GAEC VERT AVENIR	DE CHAMPS	Geoffroy	S18139001	Cours d'eau	Canal latéral à la Loire/ bief de Beffes l'Aubois	Lundi	Mardi
	ANGELINI	Alexis	S18074001	Cours d'eau	Canal latéral à la Loire/ Bief de la Grange la Prée	Samedi	Dimanche
SCEA BOUET	BOUET	Jean Baptiste	S18110008 et S18110009	Cours d'eau	Canal latéral à la Loire/ bief de la Grange la Prée	Lundi	Mardi
SCEA de CHEVRETRUYE	LECLERC	Jean Pierre	S18049001	Cours d'eau	Canal latéral à la Loire bief de Herry Les Rousseaux	Mercredi	Jeudi
	MONTAGU	Martine	S19110003	Cours d'eau	Canal latéral à la Loire/ bief de la Prée-Herry	Lundi	Jeudi
EARL LE GRAND DOMAINE	D'HARCOURT	Jacques	S18220002	Cours d'eau	Canal latéral à la Loire/ bief d'Argenvières-Beffes	Mardi	Jeudi
EARL LE GRAND DOMAINE	D'HARCOURT	Jacques	F18220001	Type A	Loire	Mardi	Jeudi
SCEA DES SABLES	DE MONTALIVET	Dominiqu e	F18110011	Type A	Loire	Samedi	Dimanche
	DE MONTALIVET	Dominiqu e	F18110017- 18	Type A	Loire	Samedi	Dimanche
CHAUVEAU CLAUDE	CHAUVEAU	Benoît	F18074002	Type A	Loire	Samedi	Dimanche
CHAUVEAU CLAUDE	CHAUVEAU	Benoit	P18262001	Type A	Loire	Samedi	Dimanche

EARL Vincent SAILLARD	SAILLARD	Vincent	F18025004	Type A	Loire	Samedi	Dimanche
EARL Vincent SAILLARD	SAILLARD	Vincent	F18025001	Type A	Loire	Samedi	Dimanche
EARL Vincent SAILLARD	SAILLARD	Vincent	F18025002	Type A	Loire	Lundi	Mardi
EURL la LIGERIEENNE	RENOUX	Nathalie	En cours d'attribution	Type A	Loire	Jeudi	Vendredi

Bassin de la Vauvise :

						JOURS D'ARRET (arrêt de 8h du matin au lendemain 8h)	
Exploitation	NOM	Prénom	N° MISE	Commune	Type restriction	Crise Jour 1	Crise Jour 2
EARL DE LA COMMANDERIE	COLIN	Cécile	F18053004-5	Charentonnay	Type B	Dimanche	Lundi
SCEA CHAUMASSON	ELLUIN	Antoine et Philippe	F18053001-2	Charentonnay	Type B	Lundi	Mardi
SCEA DU MOULIN DE MARNAY	FARGEAU	Maxime	F18094001-2-3	Feux	Type B	Samedi	Dimanche
SCEA FERTE	FARGEAU	Maxime	F18240001	Sancergues	Type B	Samedi	Dimanche
SCEA DU MOULIN DE JOIGNY	LECLERC	Florent	F1809006-7-8-9	Etrechy	Type B	Vendredi	Samedi
SCEA DELANOUE	DELANOUE	Thierry	F18090015-16-17	Etrechy	Type B	Mercredi	Dimanche

Bassin de la Grande Sauldre :

						JOURS D'ARRET (arrêt de 8h du matin au lendemain 8h)
Exploitation	NOM	Prénom	N° MISE	Commune	Type restriction	Alerte jour 1
EARL RAINSON	BAILLY	Mickaël	S18030001	Blancafort	Cours d'eau	samedi
GAEC de l'ETANG du PUIIS	BESSET	Frédéric	S18011010	Argent-sur-Sauldre	Cours d'eau	dimanche
	FOLTIER	Benoît	S18011005	Argent-sur-Sauldre	Cours d'eau	lundi
SCEA BOURGOIN	BOURGOIN	Vincent	S18067002	Clémont	Cours d'eau	vendredi
EARL GODIN Christian	GODIN	Christian	S18067013	Clémont	Cours d'eau	jeudi

Bassin de la Petite Sauldre :

						JOURS D'ARRET (arrêt de 8h du matin au lendemain 8h)
Exploitation	NOM	Prénom	N° MISE	Commune	Type restriction	Alerte jour 1
SCEA DU CORMIER	DE POMMEREAU	Bertrand & Olivier	S18088002	Ennordres	Cours d'eau	Dimanche
SCEA MARTINATS MEUNIER	MEUNIER	Christian	S18015003	Aubigny-sur-Nère	Cours d'eau	Lundi
SCEA de VILLEBOIN	PELLERIN	Olivier	S18088001	Ennordres	Cours d'eau	Vendredi
SARL Pépinières TESTARD	TESTARD	Stéphane	S18015018	Aubigny-sur-Nère	Cours d'eau	Samedi

Préfecture du Cher

18-2022-09-15-00004

Arrêté n° 2022-1142 du 15 septembre 2022
autorisant la société TYR SÉCURITÉ à assurer des
missions de surveillance sur la voie publique du
16 au 17 septembre 2022 à La Chapelle
Montlinard

Arrêté préfectoral n° 2022-1142 du 15 septembre 2022
autorisant la société «TYR SÉCURITÉ»
à assurer des missions de surveillance sur la voie publique
du 16 au 17 septembre 2022 à La Chapelle Montlinard

Le préfet du Cher
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 613-1 et suivants ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986 relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection, notamment son article 6 ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination de M. Maurice BARATE en qualité de préfet du Cher,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-01031 du 23 août 2022 accordant délégation de signature à M. Carl ACCETTONI, secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges,

Vu l'autorisation d'exercer n° AUT-058-2120-01-11-20200769880 délivrée le 11 janvier 2021 par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS) à la société « TYR SÉCURITÉ », n° de SIRET 89231512800017, sise 5 route des Bertranges à RAVEAU (58400) ;

Vu l'agrément n° AGD-058-2025-07-27-20200178567 délivré à M. Rudy RUELLE, gérant de la société « TYR SÉCURITÉ », le 27 juillet 2020, par le CNAPS, l'autorisant à diriger une entreprise de surveillance humaine ou de surveillance par des systèmes électroniques de sécurité ou de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique de personnes ;

Vu la demande reçue par courriel le 13 septembre 2022 présentée par la société susvisée, ensemble la requête de sa cliente, Mme Sabrina BOULANGER, gérante du restaurant « Le Berry », sis 2 avenue Jacques Coeur à La Chapelle Montlinard (18140), tendant à obtenir une autorisation pour l'emploi d'agents de surveillance en vue d'effectuer des missions de gardiennage sur la voie publique à La Chapelle Montlinard, du vendredi 16 septembre 2022 à 20h30 au samedi 17 septembre 2022 à 3h30 à l'occasion d'une soirée DJ ;

Considérant que la présence d'agents d'une société de sécurité privée est nécessaire pour assurer, sur voie publique, une mission de surveillance ou gardiennage des biens installés sur le domaine public ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La société « TYR SÉCURITÉ » sise 5 route des Bertranges à RAVEAU (58400), représentée par M. Rudy RUELLE, est autorisée à assurer des missions de surveillance à La Chapelle Montlinard, chemin du pont de la Batte, dans le périmètre compris entre le chemin de Saint-Sulpice et la route nationale 151 à l'occasion d'une soirée DJ.

Article 2 : La surveillance sera effectuée du vendredi 16 septembre 2022 à 20h30 au samedi 17 septembre 2022 à 3h30 .

Article 3 : La surveillance sera effectuée par les agents de sécurité suivants :

- M. Christophe DUFRESNE CAR-018-2027-01-10-20220169751
- M. Simon FONTAINE CAR-058-2024-06-13-20190003426
- M. Rudy RUELLE CAR-058-2025-11-19-20200178567.

Article 4 : Les agents de sécurité visés à l'article 3 ne peuvent pas être armés.

Article 5 : La présente autorisation, précaire et révocable à tout moment, prend fin à l'expiration de la mission.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le commandant du groupement de gendarmerie départementale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Rudy RUELLE, gérant de la société « TYR SÉCURITÉ ».

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

signé : Carl ACCETTONE

NOTICE DE RECOURS

Les recours suivants ne font pas obstacle à l'exécution de la décision

	*
GRACIEUX :	Vous adressez votre demande à la préfecture avec vos arguments. Si la préfecture ne vous répond pas dans un délai de 2 mois après l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).
	**
HIÉRARCHIQUE :	Vous adressez votre demande au ministère de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques. Si le ministère ne vous répond pas dans un délai de 2 mois après l'envoi de votre demande, celle-ci doit être considérée comme rejetée (décision implicite).

CONTENTIEUX :	Vous adressez votre demande, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision au tribunal administratif d'ORLEANS (28, rue de la Bretonnerie). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet http://www.telerecours.fr .

SUCCESSIF :	Si vous souhaitez introduire d'abord un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement porter l'affaire au contentieux, vous devrez veiller à ce que le premier recours ait été introduit dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification de la présente décision. Votre recours contentieux devra intervenir alors dans les deux mois de la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture du Cher

18-2022-09-15-00003

Arrêté n°2022-1144 du 15 septembre 2022 relatif
à la composition de la commission
départementale d'examen des situations de
surendettement des particuliers

**Arrêté N°2022-1144
relatif à la composition de la commission départementale d'examen
des situations de surendettement des particuliers**

Le préfet du Cher
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de la consommation, notamment son livre VII relatif au traitement des situations de surendettement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-345 du 4 avril 2019 fixant la composition de la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers,

Vu le décret du 17 août 2021 portant nomination de M. Carl ACCETTONE en tant que secrétaire général de la préfecture du Cher,

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination de M. Maurice BARATE en tant que préfet du Cher,

Vu l'arrêté du 30 août 2022 chargeant M. Marc GUAZZELLI, administrateur des finances publiques de l'intérim de la direction départementale des finances publiques du Cher,

Vu l'arrêté n°2022-1104 du 7 septembre 2022 relatif à la composition de la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers,

Considérant la décision de modification des membres au sein de l'article 1^{er} a) de l'arrêté n° 2022-1104 du 7 septembre 2022 relatif à la composition de la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE:

Article 1er : La commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers comprend, à titre délibératif :

- a) Représentants de l'association française des établissements de crédits et des entreprises d'investissement (AFECEI) nommés pour une durée de 2 ans renouvelable :

Titulaire

Mme Céline BALLAN
Responsable unité recouvrement
particulier
Crédit agricole Centre Loire
8, allée des Collèges
18920 Bourges

Suppléant

M. Etienne DURAND
Directeur d'agence
Banque Populaire Val de France
15, rue du Charbon
18700 Aubigny s/Nère

- b) Représentants des associations familiales ou de consommateurs, nommés pour une durée de 2 ans renouvelable :

Titulaire

Madame Nadine SENDEL
Artiste Peintre
39, Avenue Nationale
18340 Levet

Suppléant

M. Gérard GIGOT
INDECOSA CGT18
Ancienne Ecole
18350 Lugny Bourbonnais

- c) Personnes dotées de compétences dans le domaine de l'économie sociale et familiale, nommées pour une durée de 2 ans renouvelable :

Titulaire

Mme Virginie RIFFET
Conseillère en économie sociale et
familiale au Conseil Départemental
du Cher

Suppléante

Mme Aurélie MAESTRI
Conseillère en économie sociale et
familiale à l'Union départementale des
associations familiales du Cher

- d) Personnes dotées de compétences dans le domaine juridique, nommées pour une durée de 2 ans renouvelable :

Titulaire

Mme Florence FERAUD
Conseil départemental de l'accès au
droit du Cher

Suppléant

M. Olivier LOUCHARD
Conseil départemental de l'accès au
droit du Cher

Article 2 : Le secrétariat de la commission est assuré par le directeur de la banque de France.

Article 3 : L'arrêté n° 2022-1104 du 7 septembre 2022 susvisé est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des finances publiques, le responsable du pôle gestion publique de la direction départementale des finances publiques, le directeur départemental de la banque de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la banque de France et affiché dans ses locaux.

Bourges, le 15 septembre 2022

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

signé

Carl ACCETTONNE

Voies et délais de recours

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé à Monsieur le préfet du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans les deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application «télérecours citoyens» accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Préfecture du Cher

18-2022-09-14-00002

Arrêté du 13 septembre portant subdélégation de signature à M. SALAÛN, DRFIP du Centre-Val de Loire et du département du Loiret intérimaire

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES
PUBLIQUES DU CENTRE-VAL DE LOIRE ET
DU DÉPARTEMENT DU LOIRET**

ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE

Le préfet du Cher,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 décembre 2006 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés, modifié par l'arrêté interministériel du 21 décembre 2007 ;

Vu l'arrêté du préfet du Cher en date du 6 septembre 2022 accordant délégation de signature à M. Éric SALAÜN, directeur régional des finances publiques du Centre-Val de Loire et du département du Loiret intérimaire, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, à la gestion et à la liquidation des successions en déshérence dans le département du Cher,

ARRÊTE

Art. 1. – La délégation de signature qui est conférée à M. Éric SALAÜN, directeur régional des finances publiques du Centre-Val de Loire et du département du Loiret intérimaire, par l'article 1^{er} de l'arrêté du 6 septembre 2022 à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, à la gestion et à la liquidation des successions en déshérence dans le département du Cher, sera exercée par Mme Laure PERRAD, administratrice des finances publiques adjointe, chef de la division « missions domaniales » du Loiret.

Art. 2. – En cas d'absence ou d'empêchement, la même délégation sera exercée par Mme Laure CHENICLET, inspectrice divisionnaire des finances publiques de classe normale, et par MME Christine PAILLOUX, inspectrice divisionnaire des finances publiques, et MME Caroline BESNIER, inspectrice des finances publiques, à compter du 12 septembre 2022..

Art. 3. – Délégation est accordée aux fonctionnaires suivants, à l'effet de signer tous documents relatifs à la gestion des biens mobiliers, aux opérations relatives à la

cession, la gestion ou la location des biens immobiliers inférieures ou égales à 6 000 € en dépenses et 15 000 € en recettes :

- Mme Caroline BESNIER, inspectrice des finances publiques
- M. Gilles FUHRER, contrôleur principal des finances publiques,
- M. Thierry CADOR, contrôleur des finances publiques,
- Mme Claire JAMET, contrôlease des finances publiques,
- Mme Géraldine MARKIEWICZ, contrôlease des finances publiques,
- Mme Valérie MEUNIER, contrôlease des finances publiques,
- Madame Claudine TANCRESZ, contrôlease des finances publiques,
- Madame Angéla YENKAMALA, contrôlease des finances publiques,
- Madame Frédérique VACHER, contrôlease principale des finances publiques.

Art. 4 – Le présent arrêté abroge l'arrêté du 6 septembre 2022.

Art. 5. – Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher et affiché dans les locaux de la direction régionale des finances publiques du Centre-Val de Loire et du département du Loiret.

Fait à Orléans, le 13 septembre 2022

Pour le Préfet,
L'administrateur des finances publiques,
directeur régional des finances publiques
intérimaire,

Signé : Éric SALAÛN